



**ENTREPRENEURS DE PROGRES**

# *Revue de presse*

**Mercredi 23 janvier 2019**

*Mobile: 0770 88 90 80  
Lotissement Sylvain Fouratier  
N°08 El Mouradia, Alger  
Mobile: 0770 88 90 80 / 0556 48  
67 56  
[communication@fce.dz](mailto:communication@fce.dz)  
[www.fce.dz](http://www.fce.dz)*

## **SOMMAIRE**

- PIB : une croissance globale de 0,8% au 3ème trimestre 2018 (APS) ..... 3
- LE PIB A AUGMENTÉ DE 0,8% AU 3E TRIMESTRE 2018 : L'agriculture se distingue (L'Expression)..... 4
- La demande mondiale continuera d'augmenter (le Temps d'Algérie) ..... 5
- Douanes algériennes, nouveau système : Opérationnel dans 3 ans (El Moudjahid)... 7
- Energies renouvelables : 354 mégawatts de capacités installées en Algérie (Algérie Eco) ..... 10
- Assurances : la CNMA indemnise les sinistres de l'ONIL à plus de 1,4 milliards de DA 2018 (APS)..... 11
- Ouargla : le nouveau poste frontalier de Taleb-Larbi entrera en service en mars prochain 2018 (APS)..... 12
- SOLDES D'HIVER Entre vrais et faux rabais (Le Soir d'Algérie)..... 13
- Téléphonie mobile: L'Algérie et la Tunisie vont supprimer les frais du roaming (Le Quotidien d'Oran)..... 15
- Complexe Sider El Hadjar : le pompage des eaux infiltrées se poursuit 2018 (APS) ..... 16
- Sécurité routière : Le permis à points généralisé avant la fin du premier semestre (Le Quotidien d'Oran)..... 16

## A la une

### **PIB : une croissance globale de 0,8% au 3ème trimestre 2018 (APS)**



La croissance globale du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Algérie a été de 0,8% au 3ème trimestre 2018 par rapport au même trimestre de l'année 2017, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS). Cependant, la croissance du secteur des hydrocarbures a reculé de 9,3% au 3ème trimestre 2018 comparativement à la même période de 2017. Ainsi, le taux de croissance du PIB hors hydrocarbures a été de 3,3% au cours du 3ème trimestre de l'année dernière par rapport à la même période de 2017.

La croissance du PIB hors hydrocarbures a été essentiellement tirée par le secteur agricole et celui du Bâtiment, travaux publics et hydraulique (BTPH, y compris services et travaux publics pétroliers).

En effet, le secteur agricole a enregistré une performance soutenue de 7,2%, tandis que le secteur du BTPH (y compris services et travaux publics pétroliers) a réalisé une croissance de 5,9%.

D'autres secteurs ont également participé à cette performance de la croissance économique hors hydrocarbures. Il s'agit des secteurs, respectivement, de l'Industrie (+4%), des Services marchands (+3,7%) et des Services non marchands (+1,4%), détaille l'Office.

Les Services Marchands sont les Transports et communications, le Commerce, les Services fournis aux entreprises et aux ménages, ainsi que les Hôtels-Cafés-Restaurants.

Quant aux Services Non Marchands, ils concernent les Affaires immobilières, les Services financiers et les Administrations publiques.

Par ailleurs, l'ONS relève qu'en valeurs courantes, le PIB du 3ème trimestre 2018 a connu une croissance de 10,9% (contre 5,9% au 3ème trimestre 2017 par rapport à la même période de 2016).

Dans ce sens, l'Office précise que la hausse du niveau général des prix au 3ème trimestre 2018 a été de 10% (contre 4,9% au 3ème trimestre 2017 par rapport à la même période de 2016).

Cette hausse du déflateur du PIB s'explique essentiellement par la hausse des prix des hydrocarbures.

## LE PIB A AUGMENTÉ DE 0,8% AU 3E TRIMESTRE 2018 : L'agriculture se distingue (L'Expression)



La croissance du secteur des hydrocarbures a reculé de 9,3% pour la même période comparativement à celle de 2017.

L'Algérie a terminé l'année sans dégâts majeurs. Certes, les performances auraient pu être plus significatives. Il ne faut cependant pas faire la fine bouche vu la conjoncture économique qui a prévalu en ce dernier trimestre de 2018. C'était en effet, sans compter sur cette chute vertigineuse des prix de l'or noir, qui ont dégringolé de 86 dollars au début du mois d'octobre à quelque 50 dollars vers la fin de l'année dernière. Soit une baisse de plus de 25 dollars en trois mois. Il faut ajouter à cela la baisse des exportations de pétrole qui rentrent dans le cadre des accords des diminutions de la production des pays Opep-non Opep décidés en 2016 et en 2017. Des décisions qui ont été prises pour permettre au marché de se rééquilibrer et aux prix de rebondir. Des mesures qui n'ont pas empêché le produit intérieur brut de progresser.

«La croissance globale du produit intérieur brut (PIB) de l'Algérie a été de 0,8% au troisième trimestre 2018 par rapport au même trimestre de l'année 2017» indiquent les chiffres rendus publics de l'Office national des statistiques. Le rapport de l'ONS précise que le taux de croissance du Produit intérieur brut hors hydrocarbures a été de 3,3% au cours du troisième trimestre de l'année 2018 comparativement à la même période de l'année 2017. Une performance à laquelle a largement contribué le secteur de l'agriculture qui a réalisé 7,2% de croissance, avec le soutien du secteur du bâtiment, travaux publics et hydraulique (Btph, y compris services et travaux publics pétroliers) qui a réalisé une croissance de 5,9%. Un motif de satisfaction, le secteur du bâtiment et les travaux publics, étant un indicateur de la bonne santé de l'économie. Quels sont les autres secteurs qui se sont distingués? «D'autres secteurs ont également participé à cette performance de la croissance économique hors hydrocarbures. Il s'agit des secteurs, respectivement, de l'industrie (+4%), des services marchands (+3,7%) et des services non marchands (+1,4%)», précisent les rédacteurs du rapport de l'ONS, répercuté par une dépêche de l'APS datée du 27 janvier. La croissance du secteur des hydrocarbures a de son côté reculé de 9,3% au troisième trimestre 2018 comparativement à la même période de 2017. Les experts de l'ONS ne donnent pas de détails sur cette contreperformance de ce secteur qui représente plus de 95% des exportations globales du pays. Les ventes de pétrole et de gaz à l'étranger lui assurant l'essentiel de ses revenus en devises. Avec des prix du Brent, référence du pétrole algérien, qui se sont sensiblement améliorés, pour

franchir le seuil des 85 dollars le 1er octobre 2018 avant de repiquer du nez, on aurait pu certainement espérer beaucoup mieux. Les résultats sont toutefois loin d'être catastrophiques. En valeurs courantes, le Produit intérieur brut du troisième trimestre a connu une croissance de 10,9% au troisième trimestre de l'année 2018 contre 5,9% au troisième trimestre 2017 par rapport à la même période de 2016 souligne le document de l'Office national des statistiques. Dans un récent rapport produit par le département des affaires économiques et sociales de l'ONU, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le Développement (Cnuced) et les cinq commissions économiques régionales de l'ONU, le taux de croissance de l'Algérie devrait atteindre 2,2% en 2019 avant de rebondir à 2,8% en 2020.

### **La demande mondiale continuera d'augmenter (le Temps d'Algérie)**

Le P-dg du géant pétrolier saoudien Saudi Aramco, Amin Nasser, a déclaré au magazine Emerging Markets de CNN Business, s'attendre à ce que la demande mondiale de pétrole continue d'augmenter au moins d'ici 2040, et considère son pays comme le producteur de pétrole le mieux équipé pour continuer à satisfaire cette demande, grâce à ses coûts de production très bas. «La demande de pétrole continuera d'augmenter. Nous sommes le producteur au coût le plus bas, et le dernier baril viendra de la région», a déclaré M. Nasser à CNN, en marge du Forum économique mondial de Davos. Depuis plusieurs années, M. Nasser affirme que la demande pétrolière de pointe n'est nulle part en vue, que la pétrochimie sera le moteur de la croissance de la demande de pétrole jusqu'en 2050, et que tous les discours sur le «pic de la demande pétrolière» et les «ressources inépuisables» menacent une transition énergétique ordonnée et la sécurité énergétique. L'Arabie saoudite – qui vient d'annoncer que ses énormes réserves de pétrole sont légèrement supérieures aux estimations antérieures – cherche à diversifier son économie, en s'affranchissant de sa forte dépendance au pétrole brut, mais l'un des objectifs de son plan de diversification Vision 2030 est d'utiliser moins de pétrole pour produire de l'électricité à l'échelle nationale, afin de débloquer de nouveaux barils exportables. Les saoudiens ont les deux ingrédients clés pour continuer à pomper le pétrole, jusqu'à ce que le royaume dispose d'énormes réserves et de faibles coûts de production. En outre, diverses organisations, dont l'Opep, estiment que la production de schistes argileux du premier producteur mondial actuel de pétrole – les Etats-Unis – atteindra un sommet à la fin des années 2020, relançant la demande de pétrole brut de l'Opep (et de son principal producteur de pétrole, l'Arabie saoudite). Plus tôt ce mois-ci, l'Arabie saoudite a annoncé qu'une estimation indépendante de ses réserves pétrolières par DeGolyer and MacNaughton (D&M) a montré que les réserves prouvées totales du Royaume étaient de 268,5 milliards de barils à la fin de 2017, contre environ 266 milliards précédemment estimé. L'étude statistique de BP sur l'énergie mondiale en 2018 a estimé

les réserves pétrolières de l'Arabie saoudite à 266,2 milliards de barils à la fin de 2017, soit 15,7 % des réserves mondiales de pétrole, juste derrière les 303,2 milliards de barils du Vénézuéla. D&M a déclaré la semaine dernière, qu'elle avait achevé la première évaluation indépendante contemporaine des réserves en Arabie saoudite, ajoutant qu'à ce stade, elle ne ferait «plus de commentaires sur ce vaste projet». «Cette certification souligne pourquoi chaque baril que nous produisons est le plus rentable au monde, et pourquoi nous pensons que Saudi Aramco est l'entreprise la plus précieuse et la plus importante au monde», a déclaré le ministre saoudien de l'énergie, Khalid al-Falih, dans un communiqué publié par l'Agence de presse saoudienne.

### **Le schiste a stimulé l'offre**

Le coût de production de Saudi Aramco n'est que de 4 dollars le baril, a déclaré M. al-Falih, lors d'une conférence de presse tenue plus tard, selon l'agence Reuters. L'Arabie saoudite pourrait avoir besoin de prix du baril de pétrole supérieurs à 80 dollars le baril pour équilibrer son budget, car la majeure partie de ses revenus provient du pétrole. Pourtant, le Royaume a ce qui est probablement le coût le plus bas au monde pour pomper un baril de pétrole. Alors que la montée en flèche de la production américaine de schiste argileux a stimulé l'offre mondiale de pétrole, que l'Arabie saoudite, l'Opep et la Russie non-membre de l'Opep cherchent à drainer à nouveau avec une nouvelle série de réductions de production, les estimations actuelles indiquent que la production de schiste argileux atteindra un sommet vers la fin des années 2020. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la production américaine de pétrole de réservoirs hermétiques continuera d'augmenter jusqu'en 2025, et «par la suite, avec notre estimation actuelle des ressources récupérables, la production commencera à diminuer progressivement». Dans ses dernières perspectives pétrolières mondiales, l'Opep prévoit que l'offre hors Opep culminera à la fin des années 2020, principalement en raison du pic prévu de l'offre serrée de pétrole aux Etats-Unis. A moyen terme, jusqu'en 2023, la demande de pétrole brut de l'OPEP devrait tomber à 31,6 millions de barils par jour jusqu'en en 2023, en raison de la croissance de l'offre hors Opep. Mais après cela, avec le pic de schistes des Etats-Unis prévu à la fin des années 2020, l'Opep prévoit que la demande de pétrole brut recommencera à augmenter, pour atteindre près de 40 millions de barils par jour en 2040. Le monde continuera d'avoir besoin de beaucoup plus de pétrole, et beaucoup plus d'exportation sera nécessaire pour compenser le déclin de la production de pétrole dans les champs matures, a déclaré M. Nasser d'Aramco.

## **Douanes algériennes, nouveau système : Opérationnel dans 3 ans (El Moudjahid)**



Ph. : Billal

«Le système d'information que les Douanes algériennes mettent en place, en collaboration avec un partenaire sud-coréen, est en cours d'exécution, et sa mise en place interviendra dans un délai n'excédant pas trois ans», a déclaré, hier à Alger, Bourouba El-Hocine, directeur régional des douanes au port d'Alger, lors des portes ouvertes organisées pour célébrer la Journée mondiale des Douanes.

Ce système, explique-t-il, vise notamment la numérisation de l'acte de dédouanement et la réduction des délits de dédouanement, tout en créant davantage de facilitations en matière de traitement des voyageurs et des marchandises. Affirmant que l'administration douanière joue un rôle primordial pour concrétiser l'équation «des frontières Smart pour des échanges commerciaux fluides et le mouvement sans entrave des personnes et marchandises», thème choisi par l'organisation mondiale des Douanes pour 2019.

Une année durant laquelle, soutient M. Bourouba, le programme 2019 de la direction des douanes d'Alger sera articulé autour de trois axes : la promotion des exportations hors hydrocarbures et la facilitation des initiatives œuvrant au développement du produit national, la numérisation de l'acte de dédouanement, ainsi que la lutte contre le transfert illicite d'argent.

### **Port d'Alger : 1.981 infractions en 2018**

Pour le bilan de l'année 2018, M. Bourouba annonce que 1.981 infractions ont été relevées, dont 429 concernent le commerce extérieur dont la valeur dépasse les 8 milliards de dinars, et 1.552 infractions liées aux voyageurs. Au-delà de ces statistiques témoignant des efforts consentis, il y a lieu de préciser que les Douanes ont noué des partenariats avec des entreprises et différents intervenants dans la chaîne logistique de commerce extérieur. Une politique qui s'appuie sur la facilitation et la concertation pour répondre aux défis de la libéralisation des échanges internationaux et la promotion de l'investissement.

D'autre part, les différents responsables intervenus lors de cette rencontre ont indiqué que pour l'activité commerciale, le port d'Alger demeure un leader, avec une participation, en 2018, de 23% aux exportations nationales et 22% aux importations. La même année a connu également le traitement de plus de 3.600 bateaux, et le transport et déchargement de

267.000 conteneurs dont 82% transférés aux zones extraportuaires comme les ports secs. Du bilan présenté, il est également question de déclarations en douanes. Si les importations ont connu une baisse de 15% par rapport à 2017, les exportations, elles, ont enregistré une hausse de 32%. Commerce extérieur : hausse de 138% des exportations. S'agissant du Commerce extérieur, il s'est élevé l'année dernière à plus de 143 millions de dollars. Les importations ont baissé de 7%, et cela, comme l'ont expliqué les intervenants, est dû à la politique de restriction engagée par le gouvernement. La nouvelle liste modifiée des produits interdits à l'importation, publiée le 24 mai 2018, au Journal Officiel n° 29, a été élargie à 877 produits interdits à l'importation, au lieu de 851 que comportait l'ancienne. Quant aux exportations, le port d'Alger a enregistré une hausse de 138%. D'autre part, il a été relevé le traitement record des passagers et marchandises pendant la saison estivale. Pour les voyageurs, à titre d'exemple, 63% des cas sont traités en été, et 37% durant le reste de l'année. S'agissant des affaires liées au contentieux douanier, les conférenciers ont indiqué que 556 cas de droits et taxes ont été recouverts, s'ajoutent 30 affaires d'armes et munitions qui portent atteinte à la sécurité nationale. Mais le phénomène qui inquiète l'institution douanière est inhérent à la pièce de change. En 2018, le port d'Alger a recensé 255 affaires au niveau des voyageurs. Rappelons que le Secrétaire général de l'Organisation mondiale des douanes (OMD), Kunio Mikuriya, a indiqué qu'il «revient donc tout naturellement à la douane d'être le chef de file des initiatives pour consolider et accroître encore les efforts visant à rendre plus aisée la circulation des biens et des personnes à travers les frontières et à transformer, de surcroît, la mondialisation en une force positive». A propos du concept de frontières SMART, M. Mikuriya souligne qu'il «vise à renforcer les efforts des pouvoirs publics pour faciliter le commerce et les mouvements des personnes tout en atténuant les menaces inhérentes aux flux transfrontaliers des marchandises, des voyageurs et des moyens de transport». L'acronyme Smart, lui, renvoie aux principes : Sécuriser les frontières ; mesurer la performance ; automatiser les procédés ; gérer les risques.

L'acronyme SMART renvoie aux principes détaillés ci-après et, qui, à notre avis, doivent guider la douane et être placés au centre des fonctions douanières de contrôle, de lutte contre la fraude et de facilitation : Sécuriser les frontières, Mesurer la performance, Automatiser les procédés, gérer les Risques et intégrer la Technologie.

### ----- **Plus de 1,3 tonne de cocaïne saisie en 2018**

Les saisies des drogues dures ont battu tous les records, l'année dernière, en Algérie. D'habitude, des tonnes de kif traité en provenance des champs de culture marocains sont récupérées par les services de sécurité, à travers l'ensemble du territoire. En revanche, pour la cocaïne, ce sont généralement des quantités vraiment minimales qui sont prises dans les filets de la police, de la gendarmerie et



des douanes. Mais, en 2018, il semble que les affaires de saisie des drogues dures ont vraiment explosé. De l'avis de plusieurs experts, les saisies ne reflètent point la réalité de la situation, car les quantités introduites sont bien plus grandes.

L'année passée donc, et dans le cadre de sa lutte contre la drogue, les Douanes algériennes ont mis la main à travers les différents postes frontaliers (ports, aéroports, frontières est, ouest et sud), et en coordination avec l'ensemble des corps de sécurité, sur pas moins de 1.305 kilogrammes (1,3 tonne) de cocaïne et plus de quatre millions d'euros. Ils ont mis en échec également des tentatives de trafic d'importantes quantités de kif traité (1.985 kg), de psychotropes (123.250 comprimés), en sus de cartouches de cigarettes (30.898) et de 168.550 litres de carburants et 14 fusils de chasse.

Quant aux infractions relatives au change et au mouvement des capitaux, les services douaniers ont opéré la saisie de 4.5 millions d'euros, 43.600 dollars et plus de 9,4 millions de DA. Selon le bilan des Douanes algériennes, on compte l'arrestation de 7.225 personnes impliquées dans des activités de trafic et de fraude, et la saisie de 904 moyens utilisés. La valeur des saisies opérées est estimée à 1026 milliards de DA, soit une augmentation supérieure à 2% par rapport à 2017. Et en vue d'encourager les agents et cadres douaniers à redoubler d'efforts, il a été procédé, aujourd'hui et pour la première fois, à l'octroi d'indemnisations à leur profit en récompense des opérations de qualité menées dans le cadre de la prévention contre les crimes économiques, conformément aux dispositions de l'article 5 du décret exécutif 03-36 du 3 novembre 2003 portant application des dispositions de l'article 302 du code des Douanes.

À la même période, la brigade relevant de la direction régionale des Douanes de Tébessa a saisi 4.000 caméras de surveillance et une somme en devise d'un million d'euros, alors que la brigade relevant de la direction régionale des Douanes d'Alger Extérieur a été honorée pour la saisie de plus d'un million d'euros. La brigade relevant de la direction régionale des Douanes de Laghouat a, pour sa part, mis la main sur plus de 189 kg de drogue. Il est utile de signaler que la mer a rejeté, il y a quelques jours, au niveau de la wilaya de Skikda, une quantité globale de 300 kg de cocaïne, certainement destinée à inonder le marché algérien.

## Energies renouvelables : 354 mégawatts de capacités installées en Algérie (Algérie Eco)



« Nous sommes aujourd'hui à une capacité installée de 354 mégawatts et nous avons des sites pilotes réalisés à effet d'expérimenter les technologies qui existent dans le monde en termes du photovoltaïque et une ferme éolienne installée dans la wilaya d'Adrar », a déclaré M. Chahar Boulakhras, PDG de la société des énergies renouvelables de la Sonelgaz, la SKTM, lors de son passage à la radio Algérienne.

Concernant les filières photovoltaïque et éolienne, M. Chahar Boulakhras a rappelé qu'elles n'ont commencé à se développer qu'à partir de 2010 dans le monde, ce qui lui permet d'affirmer que l'Algérie, n'est aucunement en retard quant à l'exploitation de ces types d'énergie.

A ce propos, M. Boulakhras a indiqué que « l'Algérie a choisi un chemin difficile en matière de politique et de stratégie d'implémentation, mais c'est un chemin serein d'accompagnement, du transfert de technologies, mais surtout de l'intégration nationale par la domiciliation de la fabrication des équipements en Algérie ».

M. Boulakhras a annoncé qu'à l'horizon 2030, « l'Algérie vise à atteindre un mix énergétique de 27% d'origine renouvelable », ajoutant « nous préparons maintenant la troisième phase du programme national ».

Interrogé sur le retard de l'Algérie en matière de renouvelables, l'intervenant a indiqué que « nous ne sommes pas en retard, puisque nous continuons à lancer des projets par des appels d'offre », précisant qu'« il y a déjà 200 mégawatts qui sont en appel d'offre, dont les résultats seront connus durant le mois de mars prochain ».

Interrogé sur le financement de ce programme national, M. Boulakhras a indiqué que les 350 mégawatts déjà réalisés ont coûté une bagatelle de plus de 50 milliards de dinars.

En plus des projets du renouvelable réalisés par Sonelgaz, M. Boulakhras a rappelé qu'il en existe d'autres qui ont été lancés par divers intervenants, citant Sonatrach et le ministère de l'Intérieur, « autant de petits ruisseaux » qui, selon lui, devront permettre de produire quelque de 13,5 gigawatts à l'horizon 2030 et qui seront dédiés à la filière photovoltaïque.

Par ailleurs, l'intervenant a indiqué que « nous sommes en train d'examiner les solutions envisagées pour trouver les montages financiers pour réaliser ce programme. La vraie question est la rémunération du kilowattheure ».

Un programme ambitieux

A propos du programme national, il a indiqué que « c'est un programme très ambitieux et l'un des plus importants dans le monde, puisque depuis 2017, nous réalisons 100 mégawatts par an en moyenne dans le monde ». S'agissant de l'exportation de ce type d'énergie, il a indiqué qu'elle figure dans l'agenda « si les conditions sont réunies », mais également que la demande soit au diapason et que les équipements de transfert d'énergie soient installés.

Évoquant les objectifs de ce programme, M. Boulakhras a rappelé que l'un des objectifs « est de réduire notre consommation de gaz naturel, puisque 1 mégawatt installé, pourrait nous faire économiser plus de 2 millions de mètres cube par an », précisant que « près de 20 milliards de mètres cubes sont destinés à la production de l'électricité ».

Il a également rappelé que « depuis la mise en services des 22 centrales photovoltaïques et de la centrale éolienne en 2015, le programme a permis d'économiser plus de 500 millions de mètres cubes de gaz naturel ».

### Banque/bourse/Assurance

#### **Assurances : la CNMA indemnise les sinistres de l'ONIL à plus de 1,4 milliards de DA 2018 (APS)**



La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) indemnise les sinistres de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (l'ONIL) à hauteur de plus de 1,4 milliards de DA, a indiqué la compagnie dimanche dans un communiqué.

L'ONIL, client de la CNMA, était frappé en 2018 de sinistres très importants lui causant une perte de près de 3.500 tonnes (t) de lait en poudre dans un incendie à Skikda et 3.141,6 t de poudre de lait à bord d'un navire en haute mer, a rappelé la CNMA dans son communiqué.

"Dès l'annonce de ces sinistres, les services de la CNMA n'ont pas manqué d'entreprendre, avec célérité, toutes les procédures et démarches afin de mobiliser les moyens techniques et financiers nécessaires pour indemniser son client à hauteur de plus de 1,4 milliards de DA", a-t-elle ajouté.

En renforçant sa marge de solvabilité et les résultats réalisés au cours de ces dernières années, la CNMA se trouve dans "une excellente position pour poursuivre son évolution et l'accompagnement de ses clients" notamment ceux du secteur de l'agriculture et l'agro-industrie en pérennisant leur activité et ainsi participer à assurer la sécurité alimentaire nationale, a indiqué la compagnie.

"A travers sa politique de bonne gestion et de gouvernance, ainsi qu'à sa consolidation de son assise financière que la CNMA, leader des assurances agricoles, peut faire face, aujourd'hui, à tous ses engagements envers ses assurés et s'adapte à un marché concurrentiel en diversifiant son portefeuille avec brio et en intégrant à sa liste de clients des agro-industriels de renom", a-t-elle encore estimé dans ce même texte.

## Commerce

### **Ouargla : le nouveau poste frontalier de Taleb-Larbi entrera en service en mars prochain 2018 (APS)**



Le nouveau poste frontalier de Taleb-Larbi, dans la wilaya d'El-Oued, entrera en service en mars prochain, a-t-on appris dimanche auprès de la direction régionale des Douanes algériennes d'Ouargla.

Cette nouvelle structure devra atténuer la pression sur l'ancien poste qui connaît un grand mouvement de circulation, touristique et commercial, entre l'Algérie et la Tunisie, a indiqué le chargé de la communication et de l'information à la direction régionale des Douanes lors de "Portes ouvertes" sur ce corps organisées à la maison de la culture Moufdi Zakaria, dans le cadre de la célébration de la journée mondiale des douanes (26 janvier).

Occupant une superficie de plus de cinq (5) ha à quelque 5 km de l'ancien poste, la nouvelle structure est dotée de l'ensemble des installations nécessaires et équipements modernes susceptibles de faciliter la mission des douaniers, a précisé M. Abdelfattah Tazir.

"L'ouverture de ce poste devra contribuer à l'impulsion des activités de développement, l'accroissement des échanges commerciaux, l'assouplissement des procédures concernant le mouvement des passagers et des marchandises", a-t-il souligné.

Cette journée "Portes ouvertes" permet au public de prendre connaissance des missions dévolues aux services des Douanes algériennes pour la protection de l'économie nationale, à travers la lutte contre la Contrebande et le crime transfrontalier.

Faisant le point sur ces missions, les affiches et données fournies font état de la réalisation, l'année dernière, de pas moins de 66 opérations ayant donné lieu à la saisie d'importantes quantités de marchandises évaluées à 25,6 millions DA, en plus d'une valeur des amendes de 271,2 millions DA (en baisse par rapport à 2017).

Ces "Portes ouvertes" ont également été mises à profit pour organiser, en présence du directeur régional des douanes d'Ouargla, Tewfik Benhamla, et des autorités de la wilaya, de cérémonies en l'honneur d'éléments dévoués, des remises de grades et la remise de prix aux vainqueurs des concours de boules et de jeux d'échecs.

### **SOLDES D'HIVER Entre vrais et faux rabais (Le Soir d'Algérie)**



Contrairement aux soldes d'été, ceux d'hiver ne font apparemment pas l'unanimité. Très peu de magasins ont joué le jeu et les offres sont loin d'être alléchantes. Le timing qui ne coïncide pas avec les vacances mais aussi la pluie et le froid ont également dissuadé les clients d'aller faire les soldes d'hiver.

En effet, la période des soldes est propice aux bonnes affaires. Et les plus enthousiastes des clients se précipitent à l'ouverture des commerces pour dénicher la pépite qui manquait à leurs garde-robes. Et à prix réduit, s'il vous plaît. Les adeptes du shopping repèrent les articles plusieurs mois à l'avance. Et dès l'ouverture de la période des soldes, ils sont tout naturellement les premiers à se précipiter dans les échoppes. Seulement la traque des meilleures ristournes ne s'avère pas toujours fructueuse. Parfois, les démarques sont trompeuses et les remises affichées en grand ne sont réellement appliquées que sur une minuscule partie des articles en magasin, ou ne concernent que des «stocks morts». Puisque nombre de commerçants profitent de cette période pour sortir les anciennes marchandises – de vieilles collections – et les proposer en soldes. A El Biar, sur les hauteurs d'Alger, la plupart des magasins de vêtements, chaussures et maroquinerie ne dérogent pas à cette pratique, très éloignée du principe même de soldes. Pour attirer les clients, certaines boutiques trichent en reproduisant sur un fond rouge, identique à celui réservé aux soldes, les prix habituels ou légèrement baissés. D'autres se contentent de coller à leurs vitrines des affichettes avec le mot «PROMOTIONS» en grand. Un stratagème qui leur permet de justifier leurs prix toujours exorbitants. Toutes ces «ruses» semblent finalement inutiles puisque les clients désertent ces boutiques. Jeudi dernier, les rares personnes à s'y aventurer ressortaient quelques minutes plus tard, les mains vides. Ici, les offres sont insignifiantes et ne méritent pas de s'y attarder. «Où sont les soldes ? Un pull de 6 500 dinars affiché à 5 500 dinars ou une robe à 8 500 qui passe à 7 500 dinars, et ils appellent ça les soldes!», s'indigne Samira à la sortie d'un magasin de prêt-à-porter féminin. Selon elle, seuls les invendus des collections des années précédentes sont proposés avec des remises, les articles de l'actuelle

collection gardent leurs prix initiaux. «Je ne fais pas les soldes pour acheter des vêtements démodés», ricane-t-elle. Même déception chez Hassen. Pour ce jeune de 28 ans, les magasins proposant les vêtements de marques, «les made-in importation» n'ont pas du tout joué le jeu des soldes. «Les remises sont minimales et ne s'appliquent qu'à des articles des années précédentes», dit-il tout déçu. Pour se procurer un pull et un jean en rabais, Hassen a décidé de se rabattre sur une enseigne franchisée. «Ce n'est pas une grande marque comme je le voulais mais c'est toujours de la bonne qualité et surtout les vêtements sont en soldes», ajoute-t-il.

### **Les marques franchisées à la rescousse**

Implantés dans les centres commerciaux et dans certains quartiers de la capitale, les magasins de marques étrangères franchisées obéissent généralement à la politique de l'enseigne. Ici, les soldes sont une vraie pratique commerciale bi-annuelle. Depuis leur installation il y a quelques années, ces marques ont justement la cote et attirent un grand nombre de clients. Le magasin de vêtements de sport d'origine italienne, rue Ali-Khodja à El Biar, confirme cette règle. «L'opération des soldes de cette année est bien meilleure que celle de l'année précédente», assure le vendeur. Ouvert de 9h à 21h, ce magasin attire beaucoup de clients après les heures de travail. «Les gens viennent dîner dans les restaurants avoisinants et profitent après pour faire les emplettes dans les magasins des alentours», explique encore le même vendeur. Un peu plus loin, une autre franchise enregistre une ruée de clientes. Cette fois-ci, il s'agit d'une enseigne de vêtements pour femme. Hormis quelques-unes de la nouvelle Co, tous les rayons étaient parsemés d'étiquettes rouges. La plupart affichent au moins 50% de rabais. «En tant qu'étudiante, je n'ai pas un grand budget pour mes vêtements. Je profite alors des soldes pour m'offrir des fringues à la mode à des prix abordables», raconte Nora, en deuxième année de fac. Juste à côté de ce magasin, une autre boutique de marque franchisée de prêt-à-porter homme continue à attirer les clients. Pourtant, les rayons des articles soldés sont presque vides. La nouvelle collection occupe déjà les deux tiers du magasin. «Nous avons écoulé les articles à solder en moins d'une semaine», affirme un des vendeurs.

### **Les centres commerciaux, la nouvelle tendance**

Les marques étrangères de prêt-à-porter installées dans les centres commerciaux font le bonheur de nombreux algérois. Les longues déambulations dans ces hauts lieux de commerce en sont la preuve. Pour nombre d'entre eux, le nom de l'enseigne suffit comme garantie. Ils sont convaincus que seuls ces magasins pratiquent de vrais soldes. Le système de démarque adopté par ces enseignes conforte leur conviction. Passionnée de mode, Houda ne jure que par les marques. «Contrairement aux autres boutiques en ville qui proposent des rabais insignifiants qu'ils maintiennent durant toute la période des soldes, ces magasins franchisés sont les seuls qui jouent le jeu et soldent réellement leurs articles», assure-

t-elle. Pour cette fonctionnaire, même si les prix initiaux des articles sont assez élevés, les réductions exercées sont très intéressantes dès la première démarque. «A la fin des soldes, certains produits sont presque donnés», dit-elle. Comme Houda, ils sont nombreux à avoir privilégié les marques franchisées. Les nombreuses ruses auxquelles ont recours des magasins indépendants sont désormais connues par tous. Pour écouler leurs stocks de marchandises, nombre d'entre eux présentent les prix initiaux comme étant les prix des soldes et font croire aux clients qu'ils ont bénéficié d'un important rabais. «Je ne fais plus mes soldes en ville, je préfère le Centre commercial de Bab-Ezzouar. Ici, la politique des magasins est transparente. Les promotions sont de vraies promotions et les soldes de vrais soldes», témoigne une mère de famille. Pour elle, ces enseignes étrangères ne font pas dans le vrai faux rabais.

### Coopération

#### **Téléphonie mobile: L'Algérie et la Tunisie vont supprimer les frais du roaming (Le Quotidien d'Oran)**

Les frais d'itinérance ou Roaming de l'utilisation du téléphone mobile seront supprimés entre l'Algérie et la Tunisie, ont annoncé, hier à Alger, les ministres du secteur de la Poste et télécommunications des deux pays. «Nous avons décidé d'encourager les autorités de régulation des deux pays à inciter les opérateurs de téléphonie mobile à mettre les dispositifs techniques et les négociations commerciales nécessaires pour que leurs échanges soient transparents par rapport aux clients qui voyagent des deux côtés des frontières sans devoir payer plus pour le roaming et d'être obligé d'effectuer un quelconque changement sur leurs appareils téléphoniques», a indiqué la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houda-Imane Faraoun, lors d'un point de presse avec son homologue tunisien Anouar Maarouf, à l'issue des travaux de la 3ème session du Comité technique mixte algéro-tunisien pour la coopération dans le domaine de la Poste et des TIC.

De son côté, le ministre tunisien a exprimé «la volonté commune des deux pays de supprimer le Roaming, c'est-à-dire de créer ce qu'on appelle le One Network Area qui permettra aux citoyens des deux côtés de la frontière de se sentir chez eux».

Les Algériens et Tunisiens détenteurs d'un forfait voix et data «pourront donc utiliser, à l'avenir, leurs téléphones en Algérie et/ou en Tunisie sans payer de frais supplémentaires», a-t-on expliqué auprès de responsables du ministère. Selon eux, tous les appels émis depuis les deux pays «devaient être traités comme des appels nationaux». Le Roaming permet à l'abonné d'un réseau téléphonique d'utiliser son téléphone dans un autre



pays, grâce à des accords entre les opérateurs. Lorsqu'on passe une frontière, le téléphone se connecte automatiquement au réseau partenaire de l'opérateur téléphonique dont on dépend. Il s'agit d'un service payant, dont les tarifs, jugés souvent excessifs, sont variables d'un opérateur à l'autre.

## Veille

### **Complexe Sider El Hadjar : le pompage des eaux infiltrées se poursuit 2018 (APS)**



Les eaux infiltrées aux structures du complexe Sider El Hadjar (Annaba) suite aux récentes intempéries ont été pompées de plusieurs unités et l'opération se poursuit encore au niveau du haut fourneau et des aciéries pour le second jour consécutif, a indiqué samedi le président directeur général (PDG) du complexe Chamseddine Maâtallah.

Outre la mobilisation des équipements et matériels de l'Office national d'assainissement et d'équipes de la protection civile, le groupe public mécanique a mobilisé d'importants équipements pour accélérer le pompage des eaux du haut fourneau et des aciéries, a précisé le même responsable à l'APS. Le PDG du complexe Sider a prévu la reprise "partielle" des activités productives à partir de dimanche parallèlement à la poursuite des actions de pompage et entretien des installations affectées par les infiltrations.

D'énormes quantités d'eau s'étaient infiltrées au cours des deux derniers jours au complexe Sider El Hadjar situé dans la commune de Sidi Amar à la suite du débordement du cours oued Berkouka passant à côté noyant plusieurs unités et paralysant la production. Selon la direction des ressources en eau, le complexe Sider a besoin d'ouvrage pour le mettre à l'abri des crues de ce cours passant à sa proximité. Des infiltrations similaires s'étaient produites en 2001 et 2011 au niveau du complexe Sider paralysant son activité pour plusieurs semaines. Le complexe qui emploie 4.500 travailleurs a été paralysé décembre passé pour deux semaines suite à la protestation des travailleurs titulaires de contrats de travail aidé (CTA), rappelle-t-on. Ce complexe sidérurgique œuvre actuellement à mettre en œuvre la seconde tranche de son plan d'investissement devant le replacer sur la voie de l'efficacité économique, est-il indiqué.

### **Sécurité routière : Le permis à points généralisé avant la fin du premier semestre (Le Quotidien d'Oran)**

Le permis à points devrait être généralisé à toutes les wilayas du pays au courant du 1er semestre 2019, a annoncé hier dimanche M. Ahmed Nait El



Hocine, directeur du Centre national de la prévention et de la sécurité routière. Il a expliqué à la radio nationale qu'«il y a un programme qui a été tracé par le ministère de l'Intérieur pour généraliser le permis à points dans la wilaya d'Alger».

Par la suite, «l'on généralisera l'opération à toutes les wilayas au 1er semestre 2019», a-t-il ajouté. Or, le permis à points, annoncé en fait depuis 2000, tarde à être mis en place et devait entrer en vigueur au second semestre de 2018, mais des problèmes techniques en ont retardé l'entrée en vigueur, selon une déclaration de M. Nait El Hocine au mois de juillet dernier. Il avait expliqué déjà que «ce document sera délivré au niveau de communes pilotes à Alger, avant sa généralisation à l'ensemble des communes du pays avant fin 2018». Selon M. Nait El Hocine, la mise en place du permis à points va se concrétiser par la révision du système des sanctions, et «le retrait de permis de conduire va être modifié par un retrait de points. Cela a un côté répressif et éducatif, à corriger les comportements des conducteurs. Et puis, on va mettre un terme au retrait immédiat du permis de conduire».

Plus concrètement, le nouveau permis de conduire biométrique sera doté de 24 points, mais, pour la période probatoire qui sera de 2 ans, le détenteur de ce document n'aura droit qu'à 12 points, qui seront réduits selon la nature de l'infraction. Le franchissement de la ligne jaune, les dépassements dangereux, l'excès de vitesse et l'usage du téléphone sont les infractions les plus sanctionnées, avec des retraits pouvant aller à dix points pour une seule infraction, dont celles classées comme des délits, notamment l'implication dans des accidents mortels. Dans le détail, ce sont les contraventions des 3e et 4e degrés qui sont les plus sévères, alors que pour les actes classés comme des délits, le retrait sera de 10 points. Ainsi, pour les contraventions du 3e degré, il y aura un retrait de 4 points plus une amende forfaitaire de 3.000 DA à 6.000 DA. Pour les contraventions du 4e degré, il y aura un retrait de 6 points plus une amende forfaitaire de 4.000 à 7.000 DA. Mais, pour les actes classés dans la catégorie des délits, il est prévu le retrait de 10 points à la fois.

Par ailleurs, les accidents de la route ont enregistré un recul de 8% en 2018 par rapport à 2017, selon M. Nait El Hocine, qui a indiqué que le nombre de décès a baissé de 9% et de 10% pour les blessés entre les deux périodes. En 2018, il y a eu 22.900 accidents de la route ayant provoqué le décès de 3.310 personnes et 32.570 blessés. Par rapport à 2015, le nombre d'accidents de la route a baissé de 34,80%, soit 12.208 accidents de la route de moins et 1.300 personnes sauvées de la mort en 2018, alors que la baisse la plus importante est celle des blessés. «Ce sont des résultats positifs, mais pas suffisants», estime le directeur du CNPSR, selon lequel «l'élément humain est responsable de 90% des sinistres», alors que les jeunes âgés de 18 ans à 28 ans représentent 34% des personnes ayant causé des accidents de la route. «Il y a également les conducteurs ayant le permis probatoire de deux ans, qui sont impliqués dans 5.370 accidents,

soit 23,36% des accidents de la route en 2018», explique-t-il.

Par ailleurs, il a relevé le nouveau phénomène des accidents provoqués par les motocycles, qui ont provoqué 14% des accidents de la route en 2018, alors qu'ils ne représentent que 0,56% du parc national des véhicules. □'C'est un chiffre important, c'est un nouveau phénomène en Algérie, car beaucoup de citoyens recourent à ce genre de locomotion pour se rendre au travail». En 2018, il y a eu 3.492 accidents dus aux motocycles. D'autre part, le bilan des accidents de la route en 2018 fait ressortir que 83% des décès sont de sexe masculin et 79% des blessés. □'Les femmes sont peu impliquées dans les accidents de la route», indique M. Nait El Hocine. Par contre, les piétons représentent 56% des victimes des accidents de la route dans les zones urbaines.